

M **BILIZE**
FINANCIAL SERVICES



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 JUIN 2023

SOMMAIRE

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL	3
RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ	5
RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE.....	13
COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS	17



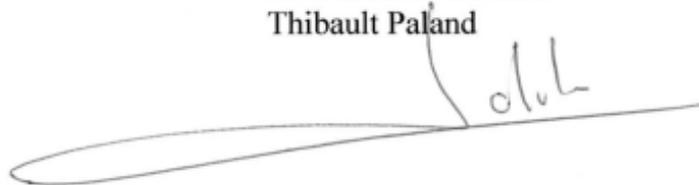
**ATTESTATION DU RAPPORT
FINANCIER SEMESTRIEL**

30 juin 2023

**Attestation de la personne physique responsable du rapport
financier semestriel**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, ainsi que d'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 27 juillet 2023
Le Directeur Général
Thibault Paland

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Thibault Paland', is written over a horizontal line. The signature is stylized and cursive.



RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

30 juin 2023

**RAPPORT D'ACTIVITE
CONSEIL D'ADMINISTRATION
MOBILIZE FINANCIAL SERVICES
DU 27 JUILLET 2023**

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 27 JUILLET 2023

SOMMAIRE

1. FAITS MARQUANTS	8
2. ACTIVITÉ COMMERCIALE A FIN JUIN 2023	9
3. RÉSULTATS GROUPE MOBILIZE FINANCIAL SERVICES	10
4. PERSPECTIVES ET PRINCIPAUX POINTS D'ATTENTION POUR LE SECOND SEMESTRE	12

Les données comparatives au 30 juin 2023 s'entendent par rapport au 30 juin 2022 et portent sur une période de 6 mois.

1. FAITS MARQUANTS

- Dans un contexte favorable de hausse des immatriculations du marché et de l'Alliance, expliquée principalement par la normalisation des stocks, le premier semestre 2023 est aussi impacté par les évolutions des taux de marché et les difficultés logistiques pour la livraison des véhicules.
- Hausse du nombre de dossiers VN/VO qui atteint 204 711, en hausse de +8,6% :
 - Hausse des immatriculations de l'Alliance (+18,0%),
 - Baisse de la performance commerciale VN (-1,3 pt de TI VN à 50,3%),
 - Baisse de la performance commerciale VO (-3 721 dossiers, soit -6,8%)
- Hausse de la marge acquise complète MAC 2.0 (avant profit sharing Renault Dacia) à 227,0 Meur (+23,7%).
- Hausse de +13,4 Meur du résultat avant impôts du Groupe Mobilize Financial Services à 87,9 Meur à fin juin 2023 (0,51% de l'EPM).

2. ACTIVITE COMMERCIALE A FIN JUIN 2023

Les immatriculations

Le marché automobile toutes marques est en hausse de +13,1% par rapport à fin juin 2022, avec 1,080 millions de véhicules vendus.

Dans ce contexte, Renault atteint un volume de 198 939 immatriculations, en hausse de +12,8%. La part de marché se stabilise à 18,4%.

Les ventes de Dacia représentent 81 415 immatriculations, en hausse de +24,8% par rapport à l'année dernière. La part de marché augmente de +0,7 point à 7,5%.

22 639 véhicules Nissan ont été immatriculés depuis le début de l'année, en hausse de +30.3% par rapport à l'année dernière. La part de marché de la marque augmente de +0,3 point à +2.1%.

L'activité du Groupe Mobilize Financial Services France

L'activité du Groupe Mobilize Financial Services France s'analyse comme suit :

▪ En VN Renault,

Le nombre de dossiers financés s'inscrit à 101 874, en hausse de +10,4% par rapport à 2022. Le taux de pénétration sur immatriculations Renault s'établit à 51,2%, en hausse de +0,3 pt par rapport au premier semestre 2022.

- Diac (54 027 dossiers contre 52 977 au 1^{er} semestre 2022)
- Diac Location (47 847 dossiers contre 39 302 au 1^{er} semestre 2022)

▪ En VN Nissan, les financements sont en hausse avec 8 503 dossiers réglés, consécutifs à la hausse des immatriculations du constructeur non compensée par la baisse de la pénétration VN du Groupe Mobilize Financial Services France (37,6% à fin juin 2023 contre 47,1% à fin juin 2022).

▪ L'activité VN Dacia est en hausse de +29,8% avec une hausse de + 2 pts du taux d'intervention VN à 52,9 % à fin juin 2023.

▪ L'activité VO est en baisse de -6,8 % par rapport au 1^{er} semestre 2022 avec 50 768 dossiers réglés au 1^{er} semestre 2023.

▪ Les financements aux réseaux affichent un encours productif moyen de 4,36 Mrds (hors affacturage), en hausse de +88,5% par rapport au 1^{er} semestre 2022.

3. RESULTATS

Groupe Mobilize Financial Services France – Présentation financière

Le résultat avant impôts du Groupe Mobilize Financial Services s'établit à fin juin 2023 à 87,9Meur, en hausse de +13,4Meur par rapport à fin juin 2022. Cette évolution s'explique par :

- **Une marge brute hors services en baisse de -4,4Meur :**

Essentiellement :

- la marge brute hors service réseau augmente de +14,4Meur,
- la marge brute hors service baisse de -18,8Meur sur les activités de financement à la clientèle, principalement lié à la dégradation du coût de refinancement dû à la hausse du taux moyen des emprunts à terme au 1^{er} semestre 2023 4,01% contre 1,40% au 1^{er} semestre 2022.

- **Une baisse de -2,4Meur de la marge sur services :**

Essentiellement :

- des participations bénéficiaires reçues des compagnies d'assurances en hausse +0,6Meur,
- des commissions reçues de RCI Malte en hausse de +1,7Meur,
- une dégradation de la marge sur entretien -2,8 Meur,
- une régularisation sur le permis à point -1,3Meur.

- **Autres du PNB en hausse de +4,5 Meur :**

Essentiellement dû à la comptabilisation d'une reprise sur les batteries Diac Location de +4,8 Meur.

- **Des coûts de distribution en évolution favorable de +0,7Meur :**

Essentiellement :

- une hausse des coûts de distribution étalés -14,7Meur liée à l'augmentation des encours et à l'amélioration de la performance commerciale.
- une diminution des coûts de distribution non étalables +15,4Meur liée à la consommation d'accord de marge.

▪ **Un coût du risque en forte amélioration +16,5Meur :**

Au global, le coût du risque est en amélioration de +16,5Meur sous l'effet de :

1) Activité clientèle : effet favorable de +15,8Meur :

Essentiellement :

- une amélioration des probabilités de défaut (PD) +1,6Meur,
- l'impact de la variation des expositions -8,5Meur,
- la reprise de la provision inflation : +1,7Meur,
- l'augmentation de la provision pour clients fragiles -1,1Meur,
- la revue des provisions individuelles entreprises -19,6Meur,
- la mise à jour du forward looking statistique +11,7 Meur
- la mise à jour du forward looking expertise -7,9 Meur,
- Par ailleurs, la LGD a été actualisée au 1^{er} semestre 2022 conduisant à un impact de +38,7 Meur par rapport au 1^{er} semestre 2023.

2) Activité Financement réseaux : effet favorable de +0,7Meur :

Essentiellement :

- Une hausse du provisionnement de la Bucket 1 : -0,5 Meur,
- Une hausse du provisionnement de la Bucket 2 : -0,4 Meur,
- Une baisse du provisionnement de la Bucket 3 : +0,9 Meur,
- Amélioration du Forward Looking : + 0,9 Meur,
- Hors Bilan : stabilité.

• **Des frais de fonctionnement en évolution défavorable de -13,5Meur** qui s'explique par une évolution combinée :

- augmentation des refacturations au groupe,
- augmentation des frais informatiques liée à la modernisation des outils de gestion (mise en place de Salesforce à la Direction Client, Tekion)
- impact du déménagement du site de Bordeaux,

4. PERSPECTIVES ET PRINCIPAUX POINTS D'ATTENTION DU SECOND SEMESTRE

Le premier semestre 2023 a été marqué par une nette amélioration du Marché Toutes Marques (+13,1%). Dans ce marché, les immatriculations de l'Alliance ont aussi enregistré une forte augmentation (+18,0%).

Dans un contexte de reprise mais compte tenu des incertitudes du second semestre sur les taux de marché et les difficultés logistiques, il conviendra de poursuivre les actions promotionnelles sur les véhicules neufs et d'occasion engagées au cours du 1^{er} semestre sur les cibles particuliers et artisans commerçants et continuer d'améliorer la performance sur les services associés aux financements.



**RAPPORT DES COMMISSAIRES AU COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE**

30 juin 2023



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex



MAZARS
Tour Exaltis
61 rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

DIAC S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2023

Période du 1er janvier 2023 au 30 juin 2023
DIAC S.A.
14, avenue du Pavé Neuf 93160 Noisy-Le-Grand

KPMG S.A.
Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre

MAZARS
Société Anonyme d'Expertise Comptable et
de Commissariat aux
Comptes à Directoire et Conseil de
Surveillance
61, rue Henri Regnault – 92400 Courbevoie
Capital social de 8 320 000 euros – RCS
Nanterre N° 784 824 153



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

MAZARS
Tour Exaltis
61 rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

DIAC S.A.

Société anonyme au capital social de 415 100 500 euros
14, avenue du Pavé Neuf 93160 Noisy-Le-Grand
RCS : Bobigny 702 002 221

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2023

Période du 1er janvier 2023 au 30 juin 2023

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société DIAC S.A., relatifs à la période du 1er janvier 2023 au 30 juin 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

KPMG S.A.
Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre

MAZARS
Société Anonyme d'Expertise Comptable et
de Commissariat aux
Comptes à Directoire et Conseil de
Surveillance
61, rue Henri Regnault – 92400 Courbevoie
Capital social de 8 320 000 euros – RCS
Nanterre N° 784 824 153



II - Vérification spécifique

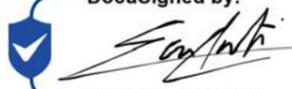
Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

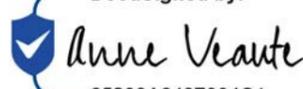
Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 01 aout 2023
KPMG S.A.

Paris La Défense, le 01 aout 2023
MAZARS

DocuSigned by:

7DCE8BF2964846F...

Ulrich SARFATI
Associé

DocuSigned by:

65239A6437884C1...

Anne Veaute
Associée



COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS

30 juin 2023

SOMMAIRE

BILAN ET COMPTE DE RÉSULTAT	15
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	17
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS	18
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS	19
APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS	19
FAITS MARQUANTS	19
REGLES ET METHODES COMPTABLES	20
ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER	24
NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS	27

BILAN CONSOLIDE

ACTIF - En millions d'euros	Notes	06/2023	12/2022
Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit	2	4 644	4 733
Prêts et créances au coût amorti sur la clientèle	3 et 4	18 160	17 009
Actifs d'impôts courants	5		0
Actifs d'impôts différés	5	1	1
Créances fiscales hors impôts courants	5	133	36
Comptes de régularisation et actifs divers	5	656	337
Opérations de location opérationnelle	3 et 4	416	449
Immobilisations corporelles et incorporelles		15	15
TOTAL ACTIF		24 025	22 580

PASSIF - En millions d'euros	Notes	06/2023	12/2022
Dettes envers les établissements de crédit	6.1	15 726	14 214
Dettes envers la clientèle	6.2	88	76
Dettes représentées par un titre	6.3	4 482	4 480
Passifs d'impôts courants	7	31	2
Passifs d'impôts différés	7	499	512
Dettes fiscales hors impôts courants	7	3	4
Comptes de régularisation et passifs divers	7	595	651
Provisions	8	54	56
Dettes subordonnées	10	13	15
Capitaux propres		2 534	2 570
- Dont capitaux propres part du groupe		2 534	2 570
<i>Capital souscrit et réserves liées</i>		415	415
<i>Réserves consolidées et autres</i>		2 085	2 067
<i>Gains ou pertes latents</i>		(2)	(2)
<i>Résultat de l'exercice</i>		36	90
TOTAL PASSIF		24 025	22 580

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En millions d'euros	Notes	06/2023	06/2022	12/2022
Intérêts et produits assimilés	16	402	213	508
Intérêts et charges assimilées	17	(308)	(100)	(266)
Commissions (Produits)	18	192	186	355
Commissions (Charges)	18	(102)	(94)	(188)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		2	2	2
Produits des autres activités	19	96	93	195
Charges des autres activités	19	(72)	(89)	(172)
PRODUIT NET BANCAIRE		210	211	434
Charges générales d'exploitation	20	(97)	(96)	(183)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(3)	(3)	(6)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		110	112	245
Coût du risque	21	(22)	(38)	(72)
RESULTAT D'EXPLOITATION		88	74	173
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés				
RESULTAT AVANT IMPOTS		88	74	173
Impôts sur les bénéfices	22	(52)	(33)	(83)
RESULTAT NET		36	41	90
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle				
Dont part des actionnaires de la société mère		36	41	90
Résultat net par action (1) et en euros		0,38	0,42	0,93
Résultat net dilué par action et en euros		0,38	0,42	0,93

(1) Résultat net - Part des actionnaires de la société mère rapportée au nombre d'actions

ETAT DE RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En millions d'euros	06/2023	06/2022	12/2022
RESULTAT NET	36	41	90
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieur à l'emploi		6	6
<i>Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net</i>		6	6
Autres éléments du résultat global		6	6
RESULTAT GLOBAL	36	47	96
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle			
Dont part des actionnaires de la société mère	36	47	96

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

En millions d'euros	Capital (1)	Réserves liées au capital	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Gains ou pertes latents ou différés	Résultat net (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des part. ne donnant pas le contrôle)	Total capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 31 décembre 2021	415		1 968		(8)	99	2 474		2 474
Affectation du résultat de l'exercice précédent			99			(99)			
Capitaux propres au 1 janvier 2022	415		2 067		(8)		2 474		2 474
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					6		6		6
Résultat de la période avant affectation						41	41		41
<i>Résultat global de la période</i>					6	41	47		47
Capitaux propres au 30 juin 2022	415		2 067		(2)	41	2 521		2 521
Résultat de la période avant affectation						49	49		49
<i>Résultat global de la période</i>						49	49		49
Capitaux propres au 31 décembre 2022	415		2 067		(2)	90	2 570		2 570
Affectation du résultat de l'exercice précédent			90			(90)			
Capitaux propres au 1 janvier 2023	415		2 157		(2)		2 570		2 570
Résultat de la période avant affectation						36	36		36
<i>Résultat global de la période</i>						36	36		36
Distribution de la période (2)			(72)				(72)		(72)
Capitaux propres au 30 juin 2023	415		2 085		(2)	36	2 534		2 534

(1) A fin juin 2023, le capital social de DIAC S.A. de 415 100 500 euros est composé de 96 535 000 actions de 4,30 euros entièrement libérées et détenues par RCI Banque S.A.

(2) Distribution à l'actionnaire RCI Banque S.A. d'un dividende sur le résultat 2022 de 72 millions d'euros.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En millions d'euros	06/2023	06/2022	12/2022
Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère	36	41	90
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	3	3	6
Dotations nettes aux provisions		36	49
Produits et charges d'impôts différés	(13)	9	18
Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)	(2)	(2)	(2)
Capacité d'autofinancement	24	87	161
Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)	(286)	(175)	99
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements	(298)	(129)	170
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	(58)	796	1 814
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur établissements de crédit	(47)	90	(332)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit	(11)	706	2 146
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(1 107)	(632)	(2 028)
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur la clientèle	(1 120)	(634)	(2 030)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur la clientèle	13	2	2
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(85)	(32)	332
- Encaissements / décaissements liés aux dettes représentées par des titres	8	44	306
- Encaissements / décaissements liés aux valeurs à l'encaissement	(93)	(76)	26
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(1 250)	132	118
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	(1 512)	44	378
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(3)	(3)	(3)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(3)	(3)	(3)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(72)		0
- Dividendes versés	(72)		0
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	(72)		0
Effet des var. des taux de change et de périmètre sur la trésorerie et équivalents (D)	(2)		(2)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (A+ B+C+D)	(1 589)	41	373
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :	346	(27)	(27)
- Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	346	(27)	(27)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :	(1 243)	14	346
- Comptes actif et prêts à vue auprès des établissements de crédit	363	399	499
- Comptes passif et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(1 606)	(385)	(153)
Variation de la trésorerie nette	(1 589)	41	373

La ligne « Trésorerie et équivalents de trésorerie » est composée d'opérations au jour le jour et de dépôts à vue. Ces éléments constitutifs sont présentés en notes 2 et 6.1.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

DIAC S.A., société mère du groupe, est une société anonyme à conseil d'administration, au capital de 415 100 500 euros entièrement libéré, entreprise soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires des établissements de crédit et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le n° SIREN 702 002 221.

Le siège social de DIAC S.A. est situé au 14, avenue du Pavé-Neuf, 93168 Noisy-le-Grand CEDEX.

DIAC S.A. a pour principale activité le financement des marques de l'Alliance Renault - Nissan.

Les états financiers consolidés condensés semestriels du groupe DIAC S.A. au 30 juin 2023 portent sur la Société et ses filiales, et sur les intérêts du groupe dans les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint.

APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS

Les comptes semestriels consolidés condensés du groupe Mobilize Financial Services France au 30 juin 2023 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 27 juillet 2023 qui autorisera leur publication.

Les comptes consolidés du groupe Mobilize Financial Services France, pour l'année 2022, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 27 Mars 2023 et approuvés à l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 mai 2023. Il a été décidé de verser aux actionnaires un dividende de 72 millions d'euros sur le résultat 2022.

Les comptes consolidés sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

FAITS MARQUANTS

Néant

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes intermédiaires au 30 juin 2023 sont établis selon les principes de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comprennent pas toutes les informations requises lors de la préparation des comptes consolidés annuels et doivent donc être lus de manière concomitante avec les états financiers au 31 décembre 2022.

Les états financiers du groupe Mobilize Financial Services France arrêtés au 30 juin 2023 ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) et selon la recommandation de l'ANC 2022-01 au 30 juin 2023 et tel qu'adopté dans l'Union Européenne à la date de clôture des comptes. A l'exception des changements mentionnés ci-après, les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2022.

A. Evolutions des principes comptables

Le groupe Mobilize Financial Services France applique les normes et amendements parus au Journal Officiel de l'Union Européenne d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2023.

➤ Nouveaux textes d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2023

IFRS 17 et amendements	Contrats d'assurance
Amendement IAS 12	Impôt différé rattaché à des actifs et des passifs issus d'une même transaction
Amendement IAS 1	Informations à fournir sur les méthodes comptables significatives
Amendements IAS 8	Définition des estimations comptables

L'application des amendements IAS12, IAS 1 et IAS 8 à compter du 1er janvier 2023 et de la nouvelle norme IFRS17 sont sans effet significatif sur les états financiers du groupe.

➤ Autres normes et amendements non encore adoptés par l'Union Européenne

Par ailleurs l'IASB a publié de nouvelles normes et amendements non adoptés à ce jour par l'Union Européenne.

Nouvelles normes et amendements IFRS non adoptés par l'Union Européenne		Date d'application selon l'IASB
Amendement IAS 12	Réforme fiscale internationale – Pillier 2	Immédiate / 1 ^{er} janvier 2023
Amendement IAS 7	Entente de financement de fournisseurs	1er janvier 2024
Amendement IAS 1	Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants Passifs non courants avec conventions	1er janvier 2024
Amendement IFRS 16	Passif de location dans le cadre d'une cession-bail	1er janvier 2024

Le groupe est en train d'analyser les impacts potentiels mais n'anticipe à ce stade aucun impact significatif sur les comptes consolidés du fait de l'application des amendements.

B. Forward Looking

La provision «forward-looking » est composée d'une provision statistique et d'une provision d'expertise sectorielle.

Rappel sur l'évolution des paramètres de calcul de la provision Forward Looking statistique réalisée au 31 décembre 2022 :

Mobilize Financial Services France (MFSF) a développé en 2022 des modèles internes et a utilisé ces modèles pour le calcul des provisions Forward Looking statistiques depuis 2022.

Approche sectorielle

La provision Forward Looking intègre également une provision sectorielle qui sert d'une part à identifier de nouveaux segments à risque et d'autres part à regrouper les particuliers travaillant pour un employeur se situant dans un secteur à risque.

A fin juin 2023 les secteurs identifiés comme à risque à cause de la hausse des prix des matières premières et de l'énergie sont l'hôtellerie-restauration, le transport de passagers, le textile et la distribution de vêtements. Ces secteurs ont fait l'objet d'une couverture additionnelle en appliquant le taux de couverture des encours B2, aux expositions B1.

Le calcul est réalisé après retraitement dans la provision statistique des provisions sectorielles pour ne pas avoir de doubles provisions sur les encours.

La provision au bilan résultant de cet ajustement représente 12,2 millions d'euros à fin juin 2023, contre 13,1 millions d'euros à fin décembre 2022.

Approche statistique

La provision statistique est basée sur 3 scénarios :

- Scénario « Stability » : Stabilité pendant les 3 prochaines années des paramètres de provisions des pertes attendues ou ECL (Expected Credit Losses), sur la base des derniers paramètres de risque disponibles ;
- Scénario « Baseline » : Utilisation des paramètres de stress issus de modèles internes développés. Les projections sont basées sur des données macro-économiques utilisées dans le cadre du dispositif ICAAP (Internal Capital Adequacy Assessment Process) de l'institution datant de janvier 2023. Cela permet de stresser les PD et LGD, et donc les ECL sur les portefeuilles disposant de modèles ;
- Scénario « Adverse » : Approche similaire au scénario « Baseline » mais avec une utilisation de données macro-économiques dégradées utilisées dans l'ICAAP amenant à des ECL plus élevés.

Les différents scénarios sont ensuite pondérés pour tenir compte des dernières projections macro-économiques à date de l'OCDE (variation de PIB, taux de chômage et inflation) et de leur probabilité de survenance ce qui permet ainsi de calculer une provision Forward Looking statistique (montant de la provision obtenu par différence avec les provisions comptables IFRS 9 du scénario Stability).

L'économie européenne a évité une récession au cours de l'hiver 2022-2023, s'accéléralant légèrement au premier trimestre de 2023 malgré le contexte international et d'importantes hausses des taux d'intérêt visant à lutter contre l'inflation. Selon la Commission européenne, l'économie européenne devrait croître plus rapidement que prévu cette année et l'année prochaine, malgré une inflation toujours élevée et des taux d'intérêt en hausse. En France, l'OCDE prévoit une croissance du PIB et l'évolution du taux de chômage devrait être assez stable. En ce qui concerne l'inflation, la France a connu une très forte inflation en 2022 mais cette dernière devrait diminuer progressivement, se rapprochant du scénario Baseline.

Du fait de l'utilisation des modèles internes dans le calcul du Forward Looking statistique et de la normalisation progressive de la situation macro-économique, le scénario Baseline constitue le scénario dont les projections macro-économiques sont les plus en ligne avec celles de l'OCDE (projections OCDE datant de juin 2023) et reste donc le scénario considéré comme étant le plus probable.

Compte-tenu de la forte volatilité observée au cours des dernières années (crise du Covid-19, confinements, guerre en Ukraine, crise des semi-conducteurs) et des changements macro-économiques observés en 2022 (accéléralation de l'inflation), la probabilité d'occurrence du scénario Stability en décembre 2022 a été considérée comme relativement faible. Du fait de la stabilisation progressive de l'environnement économique et de la fin annoncée des cycles de resserrement monétaire, le scénario Stability est désormais considéré comme plus probable qu'il n'était envisagé fin 2022. La pondération de ce scénario a donc été revue à la hausse.

Le scénario Adverse est en revanche moins stressé qu'il ne l'était fin 2022 alors que la situation macro-économique tend à se stabiliser et que les prévisions OCDE se rapprochent des prévisions du scénario Baseline. MFSF a ainsi décidé de diminuer son poids de 15%, les nouvelles projections des indicateurs macro-économiques entre l'OCDE et le scénario Adverse étant moins corrélées et le scénario considéré comme moins probable qu'en décembre 2022.

Retail	FL Scénario Poids - Décembre 2022			FL Scénario Poids - June 2023			Dec 2022 vs June 2023		
	stability	Baseline	Adverse	stability	Baseline	Adverse	stability	Baseline	Adverse
France	0.10	0.65	0.25	0.25	0.65	0.10	0.15	0.00	-0.15

Réseau	FL Scénario Poids - Décembre 2022			FL Scénario Poids - June 2023			Dec 2022 vs June 2023		
	stability	Baseline	Adverse	stability	Baseline	Adverse	stability	Baseline	Adverse
France	0.10	0.65	0.25	0.25	0.65	0.10	0.15	0.00	-0.15

- Activité financement clientèle

A la suite des changements de pondérations des différents scénarios, la provision Forward Looking statistique Clientèle s'établit à 26 millions d'euros à fin juin 2023, contre 33,8 millions d'euros à fin décembre 2022.

Après les nouvelles prévisions de l'OCDE, l'économie française est en croissance modérée par rapport à 2022. Nous avons diminué le scénario Adverse à 10% et augmenté le scénario Stability à 25%, justifié par une inflation inférieure et un PIB supérieur par rapport aux prévisions de décembre 2022.

- Activité financement réseaux :

La pondération de chacun des scénarios a été alignée avec les pondérations observées sur l'activité de financement clientèle.

À la suite de ces changements de pondérations, la provision de forward looking statistique Réseaux s'établit à 0,9 million d'euros contre 1,0 million d'euros en décembre 2022.

Sensibilité du Forward Looking statistique versus décembre 2022 :

L'application d'une pondération de 100 % au scénario Stability conduirait à une réduction de la provision statistique de 35,7 millions d'euros.

L'application d'une pondération de 100 % au scénario Baseline conduirait à une augmentation de 4,0 millions d'euros de la provision statistique.

L'application d'une pondération de 100 % au scénario Adverse conduirait à une augmentation de 27,6 millions d'euros de cette provision.

Les provisions statistique et sectorielle s'établissent à 39,1 MEUR contre 47,9 MEUR en décembre 2022

En millions d'euros	Clientèle			Réseau			Total 06/2023
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	
France	23,5	12,3	2,5	0,9	0,0	0,0	39,2

En millions d'euros	Clientèle			Réseau			Total 12/2022
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	
France	28,8	16,8	1,2	1,0	0,0	0,0	47,9

Provisions d’expertise (ajustements complémentaires hors modèle)

Un ajustement d’expert des provisions peut être éventuellement apporté au niveau local en cas de nécessité. Ces ajustements peuvent porter sur le staging ou le montant d’ECL et doivent être justifiés et sont classés en quatre catégories : Clients fragiles, Rentacar / Short Term Rental, Individual, Default & unpaid reclassification. Ils représentent au total 23,5 millions d’euros.

Clients fragiles

Le risque de crédit spécifique sur les clients ayant bénéficié de reports ou de différés d’échéances pendant la crise Covid-19 est à présent évalué comme faible ou nul, l’ensemble des clients ayant repris le remboursement de leur prêt depuis plus d’un an.

En outre, le dispositif sur les clients fragiles a été étendu et renforcé en 2022 pour permettre la détection précoce des clients Grand Public susceptibles d’être en difficulté, à travers des arbres de décision ou des scores spécifiques. Les clients en bucket 1 qui se sont vu ainsi attribuer un grade de sévérité moyen ou élevé ont alors été couverts au taux du bucket 2. Le stock de cette expertise représente à fin juin 2023 une provision de 1,1 millions d’euros contre 0 millions d’euros à fin 2022.

Rentacar / Short Term Rental

Il s’agit d’expertises liées aux sociétés de location courte durée. Le stock de cette expertise représente 0,4 millions d’euros à fin juin 2023 contre 2,5 millions d’euros fin 2022 du fait de la régularisation de deux importantes contreparties.

Individual

Ces expertises sont appliquées lors de revues individuelles d’entreprises réalisées à partir d’un seuil minimum d’encours. Elles représentent 22 millions d’euros à fin juin 2023, en dotation de 9,2 millions d’euros par rapport à fin décembre 2022. Celle-ci s’explique par un risque plus élevé estimé sur certaines contreparties (dotation de 15 millions d’euros), atténuée par l’amélioration des indicateurs financiers des autres entreprises soumises à la revue individuelle (reprise de 5 millions d’euros).

Default / Unpaid reclassification

Les expertises de ce type sont liées à la reclassification des encours Bucket 3 en impayés techniques. En effet, suite au passage à la nouvelle définition du défaut (NDoD), un certain nombre de clients restent systématiquement en défaut. Cela est lié à la rétention en B3 du fait de la période probatoire de 3 mois une fois que le client n’a plus d’arriéré. Et plus spécifiquement pour la société Diac Location qui ne dispose pas du statut de banque et pour laquelle il est plus difficile de faire appliquer les règles de délais de paiement. Elles totalisent une diminution de provisions de 10,5 millions d’euros à fin juin 2023 contre 9,2 millions d’euros fin 2022. La variation d’expertise concerne l’abandon de la correction des taux de couverture affacturage pour 0,6 millions d’euros, la diminution des expertise NDoD en B3 de 0,4 millions d’euros et la diminution de l’expertise taux de couverture NPE minimum de 0,2 millions d’euros.

Les principales zones de jugement et d’estimation pour l’établissement des comptes consolidés résumés au 30 juin 2023 sont donc identiques à celles détaillées dans les comptes annuels 2022.

C. Changements de présentation

Au 30 juin 2023, il n’y a pas à noter de changement de présentation par rapport à l’année précédente.

ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un environnement économique contrasté, RCI Banque SA, qui assure la plus grande partie du refinancement du groupe Mobilize Financial services France, maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

Liquidité

La liquidité du groupe Mobilize Financial Service France est gérée en central par RCI Banque SA.

Le groupe Mobilize Financial Services porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. Au cours des dernières années, la banque a largement diversifié ses sources de financement.

L'extension à huit ans des maturités maximales émises en Euro a permis de toucher de nouveaux investisseurs à la recherche de duration.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Enfin, l'activité de collecte de dépôts, lancée en février 2012 vient compléter cette diversification et permet à l'entreprise de s'adapter aux exigences de liquidité résultant des normes Bâle 3.

Le pilotage du risque de liquidité RCI Banque SA prend en compte les recommandations de l'EBA relatives à l'Internal Liquidity Adequacy Assessment Process (ILAAP) et repose sur les éléments suivants :

- **Appétit pour le risque** : Cet élément est défini par le Comité des Risques du Conseil d'Administration.
- **Refinancement** : Le plan de financement est construit dans une optique de diversification d'accès à la liquidité, par produit, par devise et par maturité. Les besoins de financements font l'objet de recadrages réguliers qui permettent d'ajuster le plan de financement.
- **Réserve de liquidité** : L'entreprise vise à disposer en permanence d'une réserve de liquidité en adéquation avec l'appétit pour le risque de liquidité. La réserve de liquidité est constituée de lignes bancaires confirmées non tirées, de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE ou de la Banque d'Angleterre, d'actifs hautement liquides (HQLA) et d'actifs financiers. Elle est revue chaque mois par le Comité Financier.
- **Prix de transfert** : Le refinancement des entités européennes du groupe est principalement assuré par la Trésorerie groupe qui centralise la gestion de la liquidité et mutualise les coûts. Les coûts de liquidité internes sont revus périodiquement par le Comité Financier et sont utilisés par les filiales commerciales pour la construction de leur tarification.
- **Scénarios de stress** : Le Comité Financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts, de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses de fuite des dépôts stressées sont très conservatrices et font l'objet de backtestings réguliers.
- **Plan d'urgence** : Un plan d'urgence établi permet d'identifier les actions à mener en cas de stress sur la situation de liquidité.

Risque au titre de l'activité de crédit

La qualité de portefeuille crédit en 2023 (mesurée par le taux de prêt non performants) s'est maintenu à 2.6% des encours clientèles en défaut en juin 2023, identique à décembre 2022. Les encours en défaut ont donc observé la même croissance que l'encours total depuis décembre 2022.

De plus, en matière de politique d'octroi de crédit, les procédures d'acceptation des particuliers et des entreprises ont été revues. La mise en place des nouvelles règles a démarré sur le premier semestre 2023 pour les particuliers et démarrera sur le second semestre 2023 pour les entreprises. Ces revues visent à définir des critères d'acceptation de sorte à maintenir une qualité de crédit à la production compatible avec les exigences réglementaires et internes en matière d'appétit au risque. Des règles ont notamment été définies afin d'adapter les critères d'octroi au contexte d'inflation élevée.

Enfin, des ajustements hors modèles totalisant 23,5M€ ont été retenus. Ils couvrent en particulier, lorsqu'une aggravation du risque de crédit apparaît possible, (i.) des expositions sensibles au risque d'inflation en se basant sur la distribution de revenus disponibles et une estimation de l'augmentation du coût de la vie en ligne avec l'inflation et l'augmentation des coûts de l'énergie et (ii.) des clients identifiés comme fragiles à l'aide de scores internes. L'approche visant à systématiser l'identification et le traitement des clients fragiles reste une démarche de fond.

Le groupe Mobilize Financial Services France conserve l'objectif de maintenir le risque de crédit global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et ses cibles de rentabilité.

Rentabilité

Le groupe Mobilize Financial Services France revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité.

Gouvernance

Les comités risques et reporting suivent systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée du groupe MFS France.

Exposition au risque de crédit non commercial

Le risque de contrepartie bancaire résulte du placement des excédents de trésorerie, investis sous forme de dépôts à court terme, et des opérations de couverture du risque de taux ou par des produits dérivés.

Ces opérations sont très majoritairement réalisées auprès de la maison mère RCI Banque S.A. Par ailleurs, les opérations de couverture du risque de taux des opérations de titrisation par des produits dérivés font l'objet de technique de mitigation du risque de contrepartie par échange de collatéral en bilatéral.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours Liquidity Coverage Ratio (LCR), le groupe Mobilize Financial Services investit dans des actifs liquides tels que définis dans l'Acte Délégué de la Commission Européenne. Ces actifs liquides sont principalement constitués de dépôts auprès de la Banque Centrale Européenne et de titres d'états ou supranationaux. La durée moyenne du portefeuille de titres était inférieure à un an.

Environnement macroéconomique

Les Banques Centrales ont poursuivi leurs resserrements monétaires afin de lutter contre une inflation persistante. Le premier semestre 2023 a été marqué par un retour de la volatilité sur les marchés financiers et des périodes d'aversion au risque, notamment à la suite des difficultés rencontrées par certaines banques régionales américaines. Le repli de l'inflation constaté à la fin du premier semestre aux USA a conduit la FED à laisser ses taux inchangés lors de sa réunion de politique monétaire de juin. En zone Euro, la BCE a relevé ses prévisions d'inflation et maintenu son cycle haussier.

Aux États-Unis, face à la persistance des tensions inflationnistes et la robustesse du marché du travail, les hausses de taux directeurs se sont poursuivies jusqu'à mai (+75bps de hausse depuis décembre 2022, +500bps depuis mars 2022). Les créations de poste sont restées supérieures aux prévisions et le taux de chômage se maintient à des niveaux bas (3,6 % à fin juin). L'inflation reste élevée à 3% en juin 2023 mais s'améliore progressivement (5% en mars, 6% en février et 6,4% en janvier).

La hausse des taux a fragilisé les bilans de certaines banques qui détenaient des portefeuilles obligataires importants en moins-values latentes, ce qui a conduit les autorités américaines à mettre en place des mesures de sauvetage pour protéger les déposants de ces établissements. Les marchés financiers ont alors connu en milieu de semestre une phase de volatilité et d'aversion au risque.

L'amélioration des statistiques en mai (inflation et prix à la production en baisse, moins de tension sur le marché de l'emploi), le déblocage du plafond de la dette US et l'engagement des baisses de dépense gouvernementales futures ont conduit la FED à laisser ses taux directeurs inchangés lors de sa réunion du 13 juin. La prolongation de cette pause en juillet reste en revanche conditionnée aux prochaines statistiques (inflation, emploi).

En Europe, la BCE a augmenté son taux directeur de 150 bps au cours du premier semestre 2023 (+ 400bps depuis le

début du cycle de resserrement initié en juillet 2022) et a procédé à la réduction de son bilan à partir de début mars 2023 tel qu'annoncé en décembre 2022. Le portefeuille du programme d'achats d'actifs « APP » a été ainsi réduit de 15 milliards d'euros par mois en moyenne. Comme aux Etats Unis, les marchés européens ont connu une importante volatilité en milieu de semestre.

Alors même que l'inflation commençait à ralentir depuis mai (5,5% en juin, 6.1% en contre 8.6 % en janvier), la BCE a revu à la hausse ses prévisions d'inflation en juin, lors de sa dernière réunion de politique monétaire (5,1% en 2023 vs 4,6% précédemment, 3,0% en 2024 vs 2,5% et 2,3% en 2025 vs 2,2%) et relevé ses taux directeurs de 25bps tout en indiquant une très probable nouvelle hausse des taux en juillet. La recherche d'un équilibre entre stabilité des prix et financière devrait inciter la BCE à marquer une pause après la décision de juillet même si ces décisions seront dépendantes des statistiques d'inflation et d'emploi.

La Banque d'Angleterre (BoE), une des premières banques centrales à avoir enclenché le cycle de resserrement monétaire, a relevé son taux directeur de 150bps sur le premier semestre 2023, le portant à 5%, soit une hausse totale de 490bps depuis le début du cycle de resserrement monétaire en décembre 2021. Constatant la persistance d'une inflation élevée et des tensions sur le marché de l'emploi, la BOE a relevé ses taux de 50 bp en juin, une hausse supérieure aux attentes du marché.

Les rendements des obligations allemandes à 2 ans ont progressé de 43bps pour s'établir à 3,19% contre 2,76% à fin 2022. En parallèle, le taux des emprunts d'état allemands à 10 ans s'établit fin juin à 2,39% contre 2,57% à fin décembre 2022. Cette baisse traduit les anticipations d'un recul de l'inflation.

Les marchés actions ont continué leur reprise amorcée au quatrième trimestre 2022. L'Eurostoxx 50 et le S&P 500 progressent de +15,9% depuis le début de l'année. Après un épisode de volatilité en milieu de semestre au cours duquel l'index IBOXX Corporate Bond Euro a atteint un plus haut à 115,6 bp, l'indice termine le semestre à 96,6 bps, un niveau très proche de celui observé fin décembre dernier.

NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Note 1 : Secteurs opérationnels

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2023
Encours productif moyen	12 301	4 363		16 664
Produit net bancaire	176	34		210
Résultat brut d'exploitation	89	21		110
Résultat d'exploitation	66	22		88
Résultat avant impôts	66	22		88

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2022
Encours productif moyen	11 624	2 315		13 939
Produit net bancaire	191	20		211
Résultat brut d'exploitation	98	14		112
Résultat d'exploitation	60	14		74
Résultat avant impôts	60	14		74

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2022
Encours productif moyen	11 804	2 710		14 514
Produit net bancaire	388	46		434
Résultat brut d'exploitation	214	31		245
Résultat d'exploitation	133	40		173
Résultat avant impôts	133	40		173

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Au niveau du Produit Net Bancaire, étant donné que la majorité des produits sectoriels du groupe Mobilize Financial Services France provient d'intérêts, ces derniers sont présentés nets des charges d'intérêts.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L'Encours Productif Moyen est l'indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l'actif du groupe Mobilize Financial Services France tels que présentés aux notes 3 et 4 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées / Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

Les Actifs Productifs Moyens sont un autre indicateur utilisé pour le suivi des encours. Il correspond aux encours productifs moyens auxquels sont ajoutés les actifs liés aux activités de location opérationnelle.

Pour la clientèle, il s'agit de la moyenne des actifs productifs à fin. Pour le réseau il s'agit de la moyenne des actifs productifs journaliers.

1.2 - Segmentation géographique

L'intégralité des opérations du groupe Mobilize Financial Services France est réalisée en France.

Note 2 : Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2023	12/2022
Créances à vue sur les établissements de crédit	363	499
Comptes ordinaires débiteurs	363	499
Créances à terme sur les établissements de crédit	4 281	4 234
Comptes et prêts à terme sains	4 277	4 231
Créances rattachées	4	3
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit (*)	4 644	4 733
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>4 283</i>	<i>4 235</i>

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Les comptes courants bancaires détenus par les fonds commun de titrisation contribuent pour partie au rehaussement de crédit des fonds. Ils s'élèvent à 357 millions d'euros au 30 juin 2023 et sont classés parmi les comptes ordinaires débiteurs.

Note 3 : Opérations avec la clientèle et assimilées

En millions d'euros	06/2023	12/2022
Prêts et créances sur la clientèle	18 160	17 009
Opérations avec la clientèle	7 822	7 290
Opérations de location financière	10 338	9 719
Opérations de location opérationnelle	416	449
Total opérations avec la clientèle et assimilées	18 576	17 458

La valeur brute des encours restructurés, à la suite de l'ensemble des mesures et de concessions envers les clients emprunteurs qui rencontrent (ou sont susceptibles à l'avenir de rencontrer) des difficultés financières, s'élève à 83 millions d'euros au 30 juin 2023 contre 88 millions d'euros au 31 décembre 2022. Elle est dépréciée à hauteur de 30 millions d'euros au 30 juin 2023 contre 30 millions d'euros au 31 décembre 2022.

3.1 - Opérations avec la clientèle

En millions d'euros	06/2023	12/2022
Créances sur la clientèle	7 816	7 287
Affacturage sain	245	116
Affacturage dégradé depuis l'origination	3	6
Autres crédits à la clientèle saines	7 085	6 691
Autres crédits à la clientèle dégradés depuis l'origination	190	184
Comptes ordinaires débiteurs sains	164	148
Créances en défaut	129	142
Créances rattachées sur clientèle	6	5
Autres crédits à la clientèle en non défaut	6	5
Eléments intégrés au coût amorti sur créances clientèle	123	123
Etalement des frais de dossiers et divers	(3)	(6)
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(12)	(10)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	138	139
Dépréciation des créances sur la clientèle	(123)	(125)
Dépréciation sur créances saines	(19)	(19)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(15)	(16)
Dépréciation des créances en défaut	(89)	(90)
Total net des créances sur la clientèle	7 822	7 290

Les opérations de titrisation n'ont pas eu pour conséquence de déconsolider l'encours cédé. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturage résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales cédées par l'alliance Renault-Nissan.

3.2 - Opérations de location financière

En millions d'euros	06/2023	12/2022
Créances sur opérations de location financière	10 367	9 731
Crédit-bail et location longue durée contrats sains	8 981	8 399
Crédit-bail et location longue durée contrats dégradés depuis l'origination	1 155	1 118
Créances en défaut	231	214
Créances rattachées sur opérations de location financière	6	6
Crédit-bail et location longue durée en non défaut	6	6
Eléments intégrés au coût amorti sur opérations de location financière	192	199
Etalement des frais de dossiers et divers	48	54
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(156)	(118)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	300	263
Dépréciation des créances sur opérations de location financière	(227)	(217)
Dépréciation sur créances saines	(45)	(53)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(64)	(51)
Dépréciation des créances en défaut	(118)	(113)
Total net des créances sur opérations de location financière	10 338	9 719

3.3 - Opérations de location opérationnelle

En millions d'euros	06/2023	12/2022
Immobilisations données en location	413	452
Valeur brute des immobilisations données en location	790	805
Amortissements sur immobilisations données en location	(377)	(353)
Créances sur opérations de location opérationnelle	12	11
Créances saines et dégradées depuis l'origine	9	7
Créances en défaut	3	4
Dépréciation des opérations de location opérationnelle	(9)	(14)
Dépréciation des créances en défaut	(1)	(3)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(8)	(11)
Total net des opérations de location opérationnelle	416	449

Note 4 : Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2023
Valeur brute	13 827	4 929	179	18 935
Créances saines	12 125	4 914	177	17 216
<i>En % du total des créances</i>	87,7%	99,7%	98,9%	90,9%
Créances dégradées depuis l'origination	1 343	13		1 356
<i>En % du total des créances</i>	9,7%	0,3%		7,2%
Créances en défaut	359	2	2	363
<i>En % du total des créances</i>	2,6%	0,0%	1,1%	1,9%
Dépréciation	(348)	(9)	(2)	(359)
Dépréciation créances saines	(64)	(7)	(1)	(72)
<i>En % du total des dépréciations</i>	18,4%	77,8%	50,0%	20,1%
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(78)	(1)		(79)
<i>En % du total des dépréciations</i>	22,4%	11,1%		22,0%
Dépréciation créances en défaut	(206)	(1)	(1)	(208)
<i>En % du total des dépréciations</i>	59,2%	11,1%	50,0%	57,9%
Taux de couverture	2,5%	0,2%	1,1%	1,9%
<i>Créances saines</i>	0,5%	0,1%	0,6%	0,4%
<i>Créances dégradées depuis l'origination</i>	5,8%	7,7%		5,8%
<i>Créances en défaut</i>	57,4%	50,0%	50,0%	57,3%
Total des valeurs nettes (*)	13 479	4 920	177	18 576

(*) Dt entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)

355

53

408

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2022
Valeur brute	13 054	4 564	196	17 814
Créances saines	11 397	4 549	194	16 140
<i>En % du total des créances</i>	<i>87,3%</i>	<i>99,7%</i>	<i>99,0%</i>	<i>90,6%</i>
Créances dégradées depuis l'origination	1 301	13		1 314
<i>En % du total des créances</i>	<i>10,0%</i>	<i>0,3%</i>		<i>7,4%</i>
Créances en défaut	356	2	2	360
<i>En % du total des créances</i>	<i>2,7%</i>	<i>0,0%</i>	<i>1,0%</i>	<i>2,0%</i>
Dépréciation	(344)	(10)	(2)	(356)
Dépréciation créances saines	(75)	(7)	(1)	(83)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>21,8%</i>	<i>70,0%</i>	<i>50,0%</i>	<i>23,3%</i>
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(66)	(1)		(67)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>19,2%</i>	<i>10,0%</i>		<i>18,8%</i>
Dépréciation créances en défaut	(203)	(2)	(1)	(206)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>59,0%</i>	<i>20,0%</i>	<i>50,0%</i>	<i>57,9%</i>
Taux de couverture	2,6%	0,2%	1,0%	2,0%
<i>Créances saines</i>	<i>0,7%</i>	<i>0,2%</i>	<i>0,5%</i>	<i>0,5%</i>
<i>Créances dégradées depuis l'origination</i>	<i>5,1%</i>	<i>7,7%</i>		<i>5,1%</i>
<i>Créances en défaut</i>	<i>57,0%</i>	<i>100,0%</i>	<i>50,0%</i>	<i>57,2%</i>
Total des valeurs nettes (*)	12 710	4 554	194	17 458

(*) Dt entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versée) 3 304 46 353

La classification « Autres » regroupe principalement les comptes acheteurs et ordinaires avec les concessionnaires et le Groupe Renault.

Le contexte économique restant incertain, l'approche prudente retenue fin 2022 a été conservée.

- Sur les critères de reclassement de certaines créances au bucket 2 (créances dégradées depuis l'origination).

Il s'agit d'ajustements hors modèle, concernant principalement des expositions corporate hors réseau sur lesquelles une revue individuelle est réalisée régulièrement.

Dans le provisionnement des mêmes créances, il s'agit d'ajustements hors modèle (essentiellement sur les moratoires expirés lorsque des signes d'une possible dégradation sont identifiés).

Concernant les ajustements sur les expositions Corporate faisant l'objet de revues individuelles, une dotation significative a été effectuée pour 9,1 millions d'euros.

La revue de la provision Forward Looking a été réalisée de la même manière au 30 juin 2023 qu'au 31 décembre 2022. La partie Forward Looking statistique a résulté en une dotation de 7,7 millions d'euros. La partie sectorielle qui couvre les segments de clientèle jugés plus particulièrement à risque pour lesquels une analyse individuelle n'était pas envisageable a résulté en une reprise de 1 million d'euros. Les encours concernés s'élèvent à 761,4 millions d'euros. Là aussi l'ajustement réalisé a consisté à porter le taux de provisionnement au taux constaté sur les encours des mêmes segments comptabilisés en bucket 2. Pour les clients particuliers qui travaillent dans ces secteurs d'activité, les encours concernés sont couverts au taux du bucket 2 et s'élèvent à 38,4 millions d'euros.

Sur l'activité clientèle, entre fin juin 2023 et fin décembre 2022, le taux de provisionnement du bucket 1 passe de 0,7% à 0,5%, le taux de provisionnement du bucket 2 a augmenté de 5,1% à 5,8% et le taux de provisionnement du bucket 3 passe de 57,0% à 57,4%.

Sur l'activité réseaux, le taux de couverture du bucket 1 est à 0,1% à fin juin 2023 contre 0,2% à fin décembre 2022, le taux de couverture du bucket 2 est stable et le taux de couverture du bucket 3 est à 50% contre 100% à fin décembre 2022.

Note 4.1 : Variation des opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2022	Augmentation (1)	Transfert (2)	Remboursements	Abandons	06/2023
Créances saines	16 140	13 346	(358)	(11 912)		17 216
Créances dégradées depuis l'origination	1 314		277	(235)		1 356
Créances en défaut	360		81	(54)	(24)	363
Total opérations avec la clientèle (VB)	17 814	13 346		(12 201)	(24)	18 935

(1) Augmentations = Nouvelle production

(2) Transfert = Changement de classification

Note 4.2 : Variation des dépréciations des opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2022	Augmentation (1)	Diminution (2)	Transfert (3)	Variations (4)	Autres (5)	06/2023
Dépréciation sur créances saines (*)	83	22	(14)		(18)	(1)	72
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	67	4	(3)		11		79
Dépréciation des créances en défaut	206	3	(22)		21		208
Total dépréciations des opérations avec la clientèle	356	29	(39)		14	(1)	359

(1) Augmentations = Dotation suite à nouvelle production

(2) Diminution = Reprise suite à remboursements, cessions ou abandons

(3) Transfert = Changement de classification

(4) Variations = Variation suite à ajustements des critères de risques (PD, LGD, ECL, Bucket...)

(5) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

Note 5 : Comptes de régularisation et actifs divers

En millions d'euros	06/2023	12/2022
Créances d'impôts et taxes fiscales	134	37
Actifs d'impôts courants		0
Actifs d'impôts différés	1	1
Créances fiscales hors impôts courants	133	36
Comptes de régularisation et actifs divers	656	337
Autres débiteurs divers	517	227
Comptes de régularisation actif	10	3
Valeurs reçues à l'encaissement	129	107
Total des comptes de régularisation et actifs divers (*)	790	374

(*) Dont entreprises liées

348

208

Note 6 : Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre

6.1 - Dettes envers les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2023	12/2022
Dettes à vue envers les établissements de crédit	1 606	153
Comptes ordinaires créditeurs	1 455	128
Autres sommes dues	149	23
Dettes rattachées	2	2
Dettes à terme envers les établissements de crédit	14 120	14 061
Comptes et emprunts à terme	13 962	13 973
Dettes rattachées	158	88
Total des dettes envers les établissements de crédit (*)	15 726	14 214
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>15 577</i>	<i>14 192</i>

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

6.2 - Dettes envers la clientèle

En millions d'euros	06/2023	12/2022
Comptes créditeurs de la clientèle	65	56
Comptes ordinaires créditeurs	65	56
Autres sommes dues à la clientèle et dettes rattachées	23	20
Autres sommes dues à la clientèle	15	12
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à vue	8	8
Total des dettes envers la clientèle (*)	88	76
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>3</i>	<i>3</i>

6.3 - Dettes représentées par un titre

En millions d'euros	06/2023	12/2022
Titres de créances négociables (1)	111	165
Certificats de dépôt	111	165
Autres dettes représentées par un titre (2)	4 371	4 315
Autres dettes représentées par un titre	4 367	4 312
Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre	4	3
Total des dettes représentées par un titre (*)	4 482	4 480
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>3 097</i>	<i>2 859</i>

(1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie et les papiers commerciaux sont émis par DIAC S.A.

(2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation française (DIAC S.A.).

Note 7 : Comptes de régularisation et passifs divers

En millions d'euros	06/2023	12/2022
Dettes d'impôts et taxes fiscales	533	518
Passifs d'impôts courants	31	2
Passifs d'impôts différés	499	512
Dettes fiscales hors impôts courants	3	4
Comptes de régularisation et passifs divers	595	651
Dettes sociales	39	44
Autres créditeurs divers	256	178
Comptes de régularisation passif	174	182
Dettes rattachées sur autres créditeurs divers	123	247
Comptes d'encaissement	3	
Total des comptes de régularisation et passifs divers (*)	1 128	1 169
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>171</i>	<i>130</i>

Le poste autres créditeurs divers intègre les dettes sur actifs loués activés sous IFRS 16. Les autres créditeurs divers et les dettes rattachées sur créditeurs divers concernent les factures non parvenues et les provisions des commissions d'apporteurs d'affaires à payer.

Note 8 : Provisions

En millions d'euros	12/2022	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2023
			Utilisées	Non Utilisées		
Provisions sur opérations bancaires	16	12		(11)	(1)	16
Provisions sur engagement par signature	9	12		(11)	(1)	9
Autres provisions	7					7
Provisions sur opérations non bancaires	40	2	(5)		1	38
Provisions pour engagements de retraite et ass.	25	1	(1)		1	26
Provisions pour restructurations	14		(4)			10
Provisions pour risques fiscaux et litiges		1				1
Autres provisions	1					1
Total des provisions	56	14	(5)	(11)		54

() Autres variations = Reclassement, Variation par capitaux propres*

Chacun des litiges connus dans lesquels DIAC S.A. ou DIAC Location sont impliqués fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

MFSF fait périodiquement l'objet de contrôles fiscaux. Les rappels d'impôts et taxes acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les rappels contestés sont pris en compte, au cas par cas, selon des estimations intégrant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés puisse ne pas prévaloir.

Les provisions pour restructuration correspondent au plan de dispense d'activité, un dispositif d'aménagement des fins de carrière financé par l'entreprise.

La dotation de provisions pour risques fiscaux et litiges en 2023 est liée à un correctif de TVA chez Diac Location S.A.

Note 9 : Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie

En millions d'euros	12/2022	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2023
			Utilisées	Non Utilisées		
Dépréciations sur opérations bancaires	356	50	(32)	(14)	(1)	359
Opérations avec la clientèle	356	50	(32)	(14)	(1)	359
<i>Dont dépréciation sur créances saines</i>	83	9	(5)	(14)	(1)	72
<i>Dont dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination</i>	67	21	(9)			79
<i>Dont dépréciation des créances en défaut</i>	206	20	(18)			208
Provisions sur opérations bancaires	9	12		(11)	(1)	9
Provisions sur engagement par signature	9	12		(11)	(1)	9
Total couverture des risques de contreparties	365	62	(32)	(25)	(2)	368

(*) Autres variations = Reclassement

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 4.

Note 10 : Dettes subordonnées

En millions d'euros	06/2023	12/2022
Titres participatifs	13	15
Total des dettes subordonnées	13	15

Les titres participatifs ont été émis en 1985 par DIAC S.A. pour un montant de 500 000 000 Francs

Le système de rémunération comprend :

- une partie fixe égale 60% du TAM (Taux Annuel Monétaire)
- une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du dernier exercice sur celui de l'exercice précédent.

La rémunération annuelle est comprise entre 100 % et 130 % du TAM, et est assortie d'un taux plancher de 6,5 %.

L'emprunt est perpétuel.

Note 11 : Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 06/2023
Actifs financiers	5 937	8 055	8 770	42	22 804
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 841	1 504	1 299		4 644
Prêts et créances sur la clientèle	4 096	6 551	7 471	42	18 160
Passifs financiers	7 461	4 837	7 998	13	20 309
Dettes envers les établissements de crédit	6 114	4 100	5 512		15 726
Dettes envers la clientèle	88				88
Dettes représentées par un titre	1 259	737	2 486		4 482
Dettes subordonnées				13	13

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2022
Actifs financiers	5 538	7 814	8 358	32	21 742
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 616	1 578	1 539		4 733
Prêts et créances sur la clientèle	3 922	6 236	6 819	32	17 009
Passifs financiers	4 535	6 870	7 365	15	18 785
Dettes envers les établissements de crédit	4 127	5 425	4 662		14 214
Dettes envers la clientèle	76				76
Dettes représentées par un titre	332	1 445	2 703		4 480
Dettes subordonnées				15	15

Note 12 : Juste Valeur des actifs et passifs financiers (en application d'IFRS 7 et d'IFRS 13) et décomposition par niveau des actifs et des passifs

En millions d'euros - 30/06/2023	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	22 804		4 644	18 002	22 646	(158)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 644		4 644		4 644	
Prêts et créances sur la clientèle	18 160			18 002	18 002	(158)
Passifs financiers	20 309	13	20 321		20 334	(25)
Dettes envers les établissements de crédit	15 726		15 726		15 726	
Dettes envers la clientèle	88		88		88	
Dettes représentées par un titre	4 482		4 507		4 507	(25)
Dettes subordonnées	13	13			13	

(*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

En millions d'euros - 31/12/2022	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	21 742		4 733	16 918	21 651	(91)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 733		4 733		4 733	
Prêts et créances sur la clientèle	17 009			16 918	16 918	(91)
Passifs financiers	18 785	15	18 793		18 808	(23)
Dettes envers les établissements de crédit	14 214		14 214		14 214	
Dettes envers la clientèle	76		76		76	
Dettes représentées par un titre	4 480		4 503		4 503	(23)
Dettes subordonnées	15	15			15	

(*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

Les prêts et créances sur la clientèle, classés en Niveau 3, sont évalués au coût amorti au bilan. Les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations. En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées et ne pourraient généralement pas l'être en pratique. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de la banque dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées ci-dessous.

Hypothèses et méthodes retenues

La hiérarchie à 3 niveaux des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, telle que demandée par la norme IFRS 13 est la suivante :

- Niveau 1 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.
- Niveau 2 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires ou évaluations pour lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché observables.
- Niveau 3 : techniques d'évaluation pour lesquelles des données significatives ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Les justes valeurs estimées ont été déterminées en utilisant les informations disponibles sur les marchés et les méthodes d'évaluation appropriées selon les types d'instruments.

Toutefois, les méthodes et hypothèses retenues sont par nature théoriques, et une part importante de jugement intervient dans l'interprétation des données du marché. L'utilisation d'hypothèses différentes et/ou de méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs estimées.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture de chaque arrêté, et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

En règle générale, quand l'instrument financier est coté sur un marché actif et liquide, le dernier cours coté est utilisé pour calculer la valeur de marché. Pour les instruments non cotés, la valeur de marché est déterminée à partir de modèles de valorisation reconnus qui utilisent des paramètres de marché observables. Si le groupe Mobilize Financial Services France ne dispose pas des outils de valorisation, notamment pour les produits complexes, les valorisations sont obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

Les principales hypothèses et méthodes d'évaluation retenues sont :

- Actifs financiers

Les prêts à taux fixe ont été estimés en actualisant les flux futurs aux taux proposés par le groupe Mobilize Financial Services France au 30 juin 2023 et au 31 décembre 2022 pour des prêts de conditions et échéances similaires.

- Prêts et créances à la clientèle

Les créances de financement des ventes ont été estimées en actualisant les flux futurs aux derniers taux pour des prêts de conditions et échéances similaires.

Les créances à la clientèle qui ont une durée de vie inférieure à un an ne sont pas actualisées, leur juste valeur ne présentant pas d'écart significatif avec la valeur nette comptable.

- Passifs financiers
- La juste valeur des passifs financiers a été déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux proposés au groupe Mobilize Financial Services France au 31 décembre 2022 et au 30 juin 2023 pour des emprunts de conditions et échéances similaires. Les flux prévisionnels sont donc actualisés selon une courbe de taux zéro-coupon, incluant le spread de DIAC S.A. des émissions sur le marché secondaire contre 3 mois.

Note 13 : Accords de compensation et autres engagements similaires

Tableau de synthèse des compensations des actifs et passifs financiers

En millions d'euros - 30/06/2023	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Actifs	528		528		488		40
Créances de financements Réseau (1)	528		528		488		40

En millions d'euros - 31/12/2022	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Actifs	370		370		368		2
Créances de financements Réseau (1)	370		370		368		2

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspondent pour 528 M€ à celles du groupe Renault Retail Group en 2023, contre 370 M€ à fin décembre 2022. Leurs expositions sont couvertes à hauteur de 488 M€ par un gage espèces accordé par le constructeur Renault au groupe MFSF.

Note 14 : Engagements donnés

En millions d'euros	06/2023	12/2022
Engagements en faveur de la clientèle	2 088	2 128
Total des engagements donnés	2 088	2 128

Note 15 : Engagements reçus

En millions d'euros	06/2023	12/2022
Engagements de financement	250	100
Engagements reçus d'établissements de crédit	250	100
Engagements de garantie	8 613	8 169
Engagements reçus d'établissements de crédit	9	9
Engagements reçus de la clientèle	654	657
Engagements de reprise reçus	7 950	7 503
Total des engagements reçus (*)	8 863	8 269
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>4 754</i>	<i>4 579</i>

La majeure partie des engagements reçus des parties liées concerne les engagements de reprise convenus avec les constructeurs dans le cadre de la location financière.

Garanties et collatéraux

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de pertes dû à l'insolvabilité du débiteur (hypothèques, nantissements, lettres d'intention, garanties bancaires à la première demande pour l'octroi de prêts aux concessionnaires et à la clientèle particulière dans certains cas). Les garants font l'objet d'une notation interne ou externe actualisée au moins annuellement.

Dans le but de réduire sa prise de risques, le groupe Mobilize Financial Services France amène donc une gestion active et rigoureuse de ses suretés notamment en les diversifiant : assurance-crédit, garanties personnelles et autres.

Note 16 : Intérêts et produits assimilés

En millions d'euros	06/2023	06/2022	12/2022
Intérêts et produits assimilés	533	328	742
Opérations avec les établissements de crédit	81	16	57
Opérations avec la clientèle	182	78	192
Opérations de location financière	261	225	470
Intérêts courus et échus des instruments de couverture		3	3
Intérêts courus et échus des instruments financiers	9	6	20
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	(131)	(115)	(234)
Opérations avec la clientèle	(39)	(44)	(86)
Opérations de location financière	(92)	(71)	(148)
Total des intérêts et produits assimilés (*)	402	213	508
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>123</i>	<i>68</i>	<i>152</i>

La titrisation des créances n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

Note 17 : Intérêts et charges assimilées

En millions d'euros	06/2023	06/2022	12/2022
Opérations avec les établissements de crédit	(230)	(80)	(210)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(15)		(2)
Charges sur dettes représentées par un titre	(63)	(20)	(53)
Autres intérêts et charges assimilées			(1)
Total des intérêts et charges assimilées (*)	(308)	(100)	(266)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(254)</i>	<i>(87)</i>	<i>(227)</i>

Note 18 : Commissions

En millions d'euros	06/2023	06/2022	12/2022
Produits sur commissions	192	186	355
Commissions			1
Commissions sur activités de services	39	36	72
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	71	63	119
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	61	60	119
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	21	27	44
Charges sur commissions	(102)	(94)	(188)
Commissions	(1)	(1)	(3)
Commissions sur les activités de services	(38)	(37)	(70)
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	(3)	(4)	(8)
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	(49)	(41)	(87)
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	(11)	(11)	(20)
Total des commissions nettes (*)	90	92	167
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	36	34	71

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

Note 19 : Produits et charges nets des autres activités

En millions d'euros	06/2023	06/2022	12/2022
Autres produits d'exploitation bancaire	96	93	189
Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux	47	43	87
dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles	4	1	3
Opérations de location opérationnelle	48	49	97
Autres produits d'exploitation bancaire	1	1	5
dont reprise de provisions pour risques bancaires			3
Autres charges d'exploitation bancaire	(70)	(89)	(165)
Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux	(38)	(40)	(75)
dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles	(1)	(3)	(4)
Coûts de distribution non assimilables à des intérêts	10	(6)	(4)
Opérations de location opérationnelle	(37)	(39)	(77)
Autres charges d'exploitation bancaire	(5)	(4)	(9)
Autres produits et charges d'exploitation	(2)		(1)
Autres produits d'exploitation			6
Autres charges d'exploitation	(2)		(7)
Total des produits et charges nets des autres activités (*)	24	4	23
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	(1)	(1)	(1)

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services sont présentés en note 18.

Note 20 : Charges générales d'exploitation et des effectifs

En millions d'euros	06/2023	06/2022	12/2022
Frais de personnel	(52)	(66)	(126)
Rémunération du personnel	(19)	(18)	(41)
Charges de retraites et assimilées	(6)	(8)	(13)
Autres charges sociales	(25)	(23)	(50)
Autres charges de personnel	(2)	(17)	(22)
Autres frais administratifs	(45)	(30)	(57)
Impôts et taxes hors IS	(13)	(12)	(13)
Loyers	(2)	(1)	(3)
Autres frais administratifs	(30)	(17)	(41)
Total des charges générales d'exploitation (*)	(97)	(96)	(183)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>40</i>	<i>44</i>	<i>82</i>

Les autres charges de personnel comprennent les flux relatifs aux provisions pour restructuration et pour risques liés au personnel pour un montant nul au 30 juin 2023 contre une charge de 12 millions d'euros au 30 juin 2022.

Effectif moyen en nombre	06/2023	06/2022	12/2022
Financements et services en France	1 827	1 795	1 801
Total Groupe MFSF	1 827	1 795	1 801

Note 21 : Coût du risque par catégorie de clientèle

En millions d'euros	06/2023	06/2022	12/2022
Coût du risque sur financement clientèle	(23)	(37)	(81)
Dotations pour dépréciation	(60)	(70)	(151)
Reprises de dépréciation	54	48	99
Pertes sur créances irrécouvrables	(24)	(21)	(41)
Récupérations sur créances amorties	7	6	12
Coût du risque sur financement des Réseaux	1	(1)	9
Dotations pour dépréciation	(1)	(3)	(3)
Reprises de dépréciation	2	2	12
Total du coût du risque	(22)	(38)	(72)

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances amorties.

A fin juin 2023, le total coût du risque s'établit à 22 millions d'euros (0,26% des actifs productifs moyens APM) dont 23 millions d'euros sur les financements clientèle (0,35% des APM) et une reprise de 1 million d'euros sur les financements réseau (0,02 % APM).

Sur l'activité clientèle, le coût du risque (-23,4 millions d'euros), les principaux mouvements intervenus au cours du premier semestre 2023 sont :

- Une augmentation nette de provision de 1,3 million d'euros sur les encours B3 ;
- Une augmentation nette de provision de 5,1 millions d'euros sur les encours B1 et B2 ;
- Un montant d'abandon de créances nette de provision et de récupération 17,0 millions d'euros.

Sur l'activité Réseau (financement des concessionnaires), le coût du risque de 0,6 million d'euros comprend

- Une reprise nette de provision de 0,8 million d'euros sur les encours B3 ;
- Une augmentation nette de provision de 0,2 million d'euros sur les encours B1 et B2.

Note 22 : Impôts sur les bénéfices

En millions d'euros	06/2023	06/2022	12/2022
Impôts exigibles	(65)	(24)	(65)
Impôts courants sur les bénéfices	(65)	(24)	(65)
Impôts différés	13	(9)	(18)
Impôts différés	13	(9)	(18)
Total de la charge d'impôts sur les bénéfices	(52)	(33)	(83)

Le taux effectif d'impôts du Groupe s'établit à 58,73% au 30 juin 2023 contre 45,22% au 30 juin 2022 et 48,06% au 31 décembre 2022.

Le montant de CVAE classé en impôts courants sur les bénéfices s'élève à -2,9 millions d'euros.

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur.

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit-bail et de location longue durée, et des dépréciations des créances douteuses.

Note 23 : Evènements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'évènement postérieur à la clôture.